

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2014/31770]

19 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté 2013/667 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2002/490 du Collège de la Commission communautaire française du 27 février 2003 portant règlement de l'octroi de subventions à l'investissement aux maisons d'accueil

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil modifié par le décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001, notamment l'article 7, § 2;

Vu l'arrêté 2002/490 du Collège de la Commission communautaire française du 27 février 2003 portant règlement de l'octroi de subventions à l'investissement aux maisons d'accueil;

Vu l'avis de la section « hébergement » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 2 mai 2013;

Vu l'avis de l'Inspectrice des Finances, donné le 28 août 2013;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget,

Vu l'avis 54.834/4 du Conseil d'Etat donné le 2 avril 2014;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté 2002/490 du Collège de la Commission communautaire française du 27 février 2003 portant règlement de l'octroi de subventions à l'investissement aux maisons d'accueil est complété par les termes suivants :

« l'a.s.b.l. : l'association sans but lucratif visée par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations »

Art. 3. A l'article 5, 4^o du même arrêté, les mots « le coût maximum subsidiable est fixé à 125.000 euros au 1^{er} janvier 2003 » sont remplacés par les mots « le coût maximum subsidiable est fixé à 150.000 euros au 1^{er} janvier 2013 ».

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, 1^{er} alinéa, les mots « 25.000 euros » sont remplacés par les mots « 50.000 euros »;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « 1^{er} janvier 2003 » sont remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2013 »;

3^o dans le second paragraphe, les mots « 1^{er} janvier 2003 » sont chaque fois remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2013 ».

Art. 5. Les articles 11 à 18 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 11. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe pour l'octroi d'une subvention à l'achat d'un bâtiment.

Art. 12. Cette demande comprend les documents suivants :

1^o L'extrait du procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur.

2^o Un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'achat envisagé.

Ce mémoire doit comporter les éléments suivants :

a) les plans, surfaces et affectations des locaux pour la situation existante;

b) le territoire à desservir;

c) la description des lieux et du bâtiment recherchés (notamment gabarit, surface, organisation de l'espace, jardin);

d) une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport recherchés;

e) une ébauche de projet de service.

3^o Une estimation de l'investissement envisagé en ce compris les éventuels travaux nécessaires.

4^o Un plan de financement de l'opération immobilière envisagée.

5^o Un plan de financement du fonctionnement futur.

Art. 13. Le Collège donne son éventuel accord de principe pour l'octroi d'une subvention en vue de l'achat d'un bâtiment. Cet accord de principe est valable pendant une période d'un an, délai avant l'expiration duquel la demande de décision définitive d'octroi de subvention doit être introduite.

Art. 14. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande de décision définitive d'octroi de la subvention.

Art. 15. Cette demande porte sur un bien précis et comprend les documents suivants :

1° L'extrait de procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur proposant l'achat du bien et approuvant le prix de vente et l'estimation des travaux d'aménagement.

2° Un mémoire indiquant les raisons qui justifient le choix du bâtiment proposé.

Ce mémoire doit comporter les éléments suivants :

a) un plan de situation;

b) la description des lieux et du bâtiment dont l'achat est envisagé (notamment ancienneté, vétusté, gabarit, surface, organisation de l'espace, jardin);

c) une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport;

d) la liste et l'identification des autres biens visités et les raisons pour lesquelles ils n'ont pas convenu;

e) une ébauche actualisée et étoffée de projet de service qui doit comprendre notamment l'affectation projetée de chaque local.

3° Un avis du service régional d'incendie sur la sécurité du bâtiment, compte tenu de sa destination.

4° Le prix de vente.

5° Une estimation des droits d'enregistrement et des frais d'acte.

6° Une estimation des travaux d'aménagement à réaliser éventuellement.

7° Un plan de financement actualisé de l'opération immobilière envisagée.

8° Un plan de financement actualisé du fonctionnement futur.

9° Une attestation établissant la preuve que le demandeur est à même de contribuer au financement de l'achat et des travaux d'aménagement.

10° Un extrait de la matrice cadastrale.

11° Un relevé d'identité bancaire.

Art. 16. § 1^{er} Le Collège prend la décision définitive d'octroi de subvention.

§ 2. Le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat et de l'estimation des frais d'acte et des droits d'enregistrement à condition toutefois que le prix d'achat ne dépasse pas le coût maximum subsidiable.

La subvention est calculée sur la base de la plus basse de ces deux valeurs majorée des frais d'acte et des droits d'enregistrement réduits éventuellement en proportion de la valeur prise en compte pour le calcul.

Art. 17. L'acte d'achat ne peut être passé qu'après la décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 18. § 1^{er}. En vue de la liquidation de la subvention, le demandeur doit présenter les documents suivants :

1° Les attestations quant à la nature des droits réels dont dispose le demandeur sur l'immeuble;

2° Le relevé des frais d'acte notariaux;

3° Si le bâtiment doit faire l'objet d'un changement d'affectation, l'autorisation de changement d'affectation;

4° Si le bâtiment doit faire l'objet de travaux complémentaires, un dossier d'avant-projet visé à l'article 23.

§ 2. S'il s'avère que la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'Acquisition d'Immeubles ou par le Receveur de l'Enregistrement est inférieure au prix d'achat et au montant maximum subsidiable alors le montant de la subvention est réduit en proportion.

§ 3. La subvention est liquidée dès que l'avant-projet est approuvé par le Collège. »

Art. 6. A l'article 20 du même arrêté, les 3° et 5° sont remplacés par ce qui suit :

« 3° Les attestations quant à la nature des droits réels dont dispose le demandeur sur l'immeuble;

5° Un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'exécution des travaux proposés ou l'achat des équipements ou mobiliers proposés.

Ce mémoire doit comporter les éléments suivants :

a) les plans, surfaces et affectations des locaux pour la situation existante;

b) le territoire à desservir;

c) pour le bâtiment existant, la description des lieux et du bâtiment (ancienneté, vétusté);

d) une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport;

e) une ébauche de projet de collectif. »

Art. 7. L'article 20 du même arrêté, est complété par les 6°, 7° et 8° rédigés comme suit :

« 6° Une estimation des travaux.

7° Un plan de financement des travaux.

8° Un plan de financement du fonctionnement futur. »

Art. 8. A l'article 23 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, b), les mots « l'avis de l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire » sont remplacés par les mots « La délibération de l'organe compétent de l'a.s.b.l. maître de l'ouvrage approuvant l'avant-projet et le montant de l'estimation ».

2° au 1°, e), les mots « Le titre de propriété ou d'emphytéose du bâtiment ou le bail locatif et » sont abrogés.

Art. 9. A l'article 27 du même arrêté, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° le permis d'urbanisme »

Art. 10. A l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 7° est complété par les mots « et approuve le montant de son offre »;

2° le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° un relevé d'identité bancaire ».

Art. 11. L'article 43 du même arrêté est complété par un 8°, rédigé comme suit :

« 8° L'extrait de procès-verbal de la délibération de l'organe compétent du demandeur approuvant le compte final de l'entreprise »

Art. 12. A l'article 44, 3° du même arrêté, les mots « 7 pour cent » sont remplacés par les mots « 10 pour cent ».

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le Membre du Collège compétent pour l'Action sociale et la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Par le Collège :

R. MADRANE,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille

C. DOULKERIDIS,

Président du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31770]

19 SEPTEMBER 2013. — Besluit 2013/667 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van het besluit 2002/490 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 februari 2003 betreffende de reglementering voor de toekenning van subsidies voor de investering in opvangtehuizen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en de subsidiëring van opvangtehuizen, gewijzigd via het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2001, met name artikel 7, § 2;

Gelet op het besluit 2002/490 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 februari 2003 houdende de reglementering van de subsidieverlening voor de investering in opvangtehuizen;

Gelet op het advies van de afdeling «Opvang » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, uitgebracht op 2 mei 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 28 augustus 2013;

Gelet op het akkoord van het Collegelid bevoegd voor Begroting,

Gelet op het advies 54.834/4 van de Raad van State, uitgebracht op 2 april 2014;

Op voorstel van het Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en Gezin;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het huidige artikel regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van het besluit 2002/490 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 februari 2003 houdende de reglementering van de subsidieverlening voor de investering in opvangtehuizen, wordt aangevuld door volgende woorden :

« de v.z.w. : de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld door de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen »

Art. 3. In artikel 5, 4° van hetzelfde besluit, worden de woorden «de maximum subsidieerbare kostprijs wordt op 1 januari 2003 vastgelegd op 125.000 euro » vervangen door de woorden « de maximum subsidieerbare kostprijs wordt op 1 januari 2013 vastgelegd op 150.000 euro ».

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, worden de woorden « 25.000 euro » vervangen door de woorden « 50.000 euro »;

2° in paragraaf 1, lid 2, worden de woorden « 1 januari 2003 » vervangen door de woorden « 1 januari 2013 »;

3° in paragraaf 2 worden de woorden « 1 januari 2003 » telkens vervangen door de woorden « 1 januari 2013 ».

Art. 5. Artikelen 11 tot 18 van hetzelfde besluit worden vervangen door wat volgt :

« Art. 11. De aanvrager dient bij het bestuur een aanvraag voor principeakkoord in voor de toekenning van een subsidie voor de aankoop van een gebouw.

Art. 12. Deze aanvraag bevat de volgende documenten :

1° Het uittreksel uit het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager.

2° *Een memorie waarin de redenen worden toegelicht die de overwogen aankoop rechtvaardigen.* Deze memorie moet de volgende elementen bevatten :

a) de plannen, oppervlakten en bestemmingen van de lokalen voor de bestaande toestand;

b) het te bestrijken grondgebied;

c) de beschrijving van de gezochte plaatsen en van het gebouw (in het bijzonder afmetingen, oppervlakte, organisatie van de ruimte, tuin);

d) een nota met betrekking tot de omgeving, de toegangswegen en de gevraagde transportmiddelen;

e) een ontwerp van dienstenproject.

3° Een raming van de in aanmerking genomen investering met inbegrip van de eventuele noodzakelijke werken.

4° Een financieringsplan van de in aanmerking genomen vastgoedoperatie.

5° Een financieringsplan van de toekomstige werking.

Art. 13. Het College geeft zijn eventueel principeakkoord voor de toekenning van een toelage met het oog op de aankoop van een gebouw. Dit principeakkoord is geldig voor een periode van een jaar, waarbinnen vóór het verstrijken van de termijn de aanvraag voor definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie moet worden ingediend.

Art. 14. De aanvrager dient bij het bestuur een aanvraag in voor definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie.

Art. 15. Deze aanvraag heeft betrekking op een specifiek goed en bevat de volgende documenten :

1° Het uittreksel uit het proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager waarin de aankoop van het goed wordt voorgesteld en de verkoopprijs en de raming van de inrichtingswerken worden goedgekeurd.

2° *Een memorie waarin de redenen worden toegelicht die de keuze voor het voorgestelde gebouw rechtvaardigen.* Deze memorie moet de volgende elementen bevatten :

a) een liggingsplan;

b) de plaatsbeschrijving en de beschrijving van het gebouw waarvan de aankoop overwogen wordt (met name leeftijd, bouwvalligheid, afmetingen, oppervlakte, organisatie van de ruimte, tuin);

c) een nota betreffende de omgeving, toegangswegen en vervoermiddelen;

d) de lijst en de identificatie van de andere bezochte goederen en de redenen waarom ze niet voldeden;

e) een geactualiseerd en gedetailleerd ontwerp van dienstenproject dat met name de geplande bestemming van elk lokaal moet omvatten.

3° Een advies van de gewestelijke Brandweerdienst over de veiligheid van het gebouw, rekening houdend met zijn bestemming.

4° De verkoopprijs.

5° Een raming van de registratierechten en aktekosten.

6° Een raming van de eventueel uit te voeren inrichtingswerken.

7° Een geactualiseerd financieringsplan van de in aanmerking genomen vastgoedoperatie.

8° Een geactualiseerd financieringsplan van de toekomstige werking.

9° Een attest dat het bewijs levert dat de aanvrager in staat is om aan de financiering van de aankoop en de inrichtingswerken bij te dragen.

10° Een uittreksel uit de kadastrale legger.

11° Een bankidentiteitskaart.

Art. 16. § 1 Het College neemt de definitieve beslissing tot toekenning van de subsidie.

§ 2. Het subsidiebedrag wordt berekend op basis van de aankoopprijs en van de raming van de aktekosten en van de registratierechten, op voorwaarde echter dat de aankoopprijs het maximum subsidieerbaar bedrag niet overschrijdt.

De subsidie wordt berekend op basis van de laagste van deze twee waarden vermeerderd met de aktekosten en de registratierechten die verminderd zijn in verhouding tot de waarde die voor de berekening wordt gebruikt.

Art. 17. De aankoopakte mag slechts na de definitieve beslissing tot toekenning van de toelage verleden zijn.

Art. 18. § 1. Met het oog op de uitbetaling van de subsidie moet de aanvrager de volgende documenten voorleggen :

1° De attesten over de aard van de zakelijke rechten waarover de aanvrager op het gebouw beschikt;

2° Het overzicht van de kosten voor notarisakten;

3° Wanneer het gebouw het voorwerp van een bestemmingswijziging moet uitmaken, de toelating tot bestemmingswijziging;

4° Wanneer het gebouw het voorwerp moet uitmaken van bijkomende werken, een voorontwerp van de werken in overeenstemming met artikel 23.

§ 2. Wanneer blijkt dat de verkoopwaarde zoals die door het Comité tot aankoop van onroerende goederen of door de Ontvanger der Registratie kon geschat worden, lager ligt dan de aankoopprijs en het maximaal subsidieerbare bedrag, dan wordt het subsidiebedrag in verhouding verminderd.

§ 3. De subsidie wordt uitbetaald zodra het voorontwerp van werken door het College is goedgekeurd. »

Art. 6. In artikel 20 van hetzelfde besluit, worden 3° en 5° vervangen door wat volgt :

« 3° De attesten betreffende de aard van de zakelijke rechten waarover de aanvrager beschikt op het gebouw;

5° Een memorie dat de redenen aanwijst ter rechtvaardiging van de uitvoering van de voorgestelde werken of de aankoop van de voorgestelde uitrusting of meubilair. Dit memorie moet de volgende elementen bevatten :

a) de plannen, oppervlakken en bestemmingen van de lokalen voor de bestaande situatie;

b) het te bestrijken grondgebied;

c) voor het bestaande gebouw, de plaatsbeschrijving en beschrijving van het gebouw (leeftijd, bouwvalligheid);

d) een nota betreffende de omgeving, de toegangswegen en de vervoermiddelen;

e) een ontwerp van het collectief project. »

Art. 7. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt aangevuld door 6°, 7° en 8° die luiden als volgt :

« 6° Een raming van de werken.

7° Een financieringsplan van de werken.

8° Een financieringsplan van de toekomstige werking. »

Art. 8. In artikel 23 van hetzelfde besluit werden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1°, b), de woorden "het advies voor het bestuur van stedenbouw en ruimtelijke ordening" worden vervangen door de woorden "De beraadslaging van het bevoegde orgaan van de VZW opdrachtgever die het voorontwerp en het bedrag van de raming goedkeurt";

2° in 1°, e), worden de woorden "De titel van eigendom of erfpacht van het gebouw of de huurovereenkomst" ingetrokken;

Art. 9. In artikel 27 van hetzelfde besluit wordt 4° vervangen door wat volgt :

« 4° de stedenbouwkundige vergunning »

Art. 10. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°, 7° wordt aangevuld door de woorden "en keurt het bedrag van zijn offerte goed";

2°, 8° wordt vervangen door wat volgt :

« 8° een bankidentiteitskaart ».

Art. 11. In artikel 43 van hetzelfde besluit wordt een 8° toegevoegd dat luidt als volgt :

« 8° Het uittreksel van proces-verbaal met de beraadslaging van het bevoegde orgaan van de aanvrager dat de eindafrekening van de onderneming goedkeurt ».

Art. 12. In artikel 44, 3° van hetzelfde besluit, worden de woorden « 7 procent » vervangen door de woorden « 10 procent ».

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. Het Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en Gezin en het Collegelid bevoegd voor Gezondheid worden met de uitvoering van onderhavig besluit belast.

Door het College :

R. MADRANE,

Collegelid bevoegd voor Sociale Actie en Gezin

C. DOULKERIDIS,

Voorzitter van het College